



Alors que la mobilisation sans précédent pour exiger le retrait du projet de réforme des retraites se poursuit, alors que dans certains secteurs comme la SNCF ou la RATP les salariés entament leur 40^{ème} jour de grève, le Premier Ministre vient d'adresser aux organisations syndicales et patronales un courrier dans lequel il confirme :

1. la volonté du gouvernement de construire un système universel par points et la suppression des régimes spéciaux,
2. l'instauration d'un âge d'équilibre dans le futur régime universel,
3. la mise en place d'une « gouvernance » confiée aux partenaires sociaux chargés de piloter le nouveau système

Le Premier ministre maintient donc intégralement le projet contre lequel se dressent des millions de salariés et qui est rejeté par une majorité de la population

Seule « concession » : il retire provisoirement la mesure de court terme consistant « à converger progressivement à partir de 2022 vers un âge d'équilibre de 64 ans en 2027. » mais, si les partenaires sociaux n'arrivent pas à se mettre d'accord, le gouvernement prendra par ordonnance les mesures nécessaires pour atteindre l'équilibre d'ici 2027.

Ces mesures, précise-t-il, ne devront « entraîner ni baisse des pensions pour préserver le pouvoir d'achat des retraités, ni hausse du coût du travail pour garantir la compétitivité de notre économie ».

- Le refus d'augmenter les cotisations, c'est essentiellement pour satisfaire le MEDEF.

En effet, il suffirait que le taux de cotisation retraite soit augmenté de 0,2 point chaque année, soit de 1,1 point en 2025 pour régler le problème du déficit qui, rappelons-le, est dû à baisse des ressources affectées au système, en raison du fort recul de la part de la masse salariale du secteur public, de la non-compensation de 2 milliards d'exonérations de cotisations sociales profitant essentiellement aux entreprises.

- Quant aux pensions, le Premier ministre a la mémoire courte. Il oublie de dire que son gouvernement a pris plusieurs mesures conduisant à une revalorisation des pensions en deçà de l'inflation voir à leur gel pur et simple, sans parler de la hausse de la CSG de 25%...

En réalité, ces « concessions » du Premier Ministre ne sont qu'une grosse manœuvre cousue de fil blanc concoctée avec certains et censée nous faire croire que le gouvernement est soucieux de permettre au dialogue social de jouer son rôle.

Il s'agit d'un contre feu visant à tenter de casser la mobilisation en cours pour le retrait du projet de réforme.

Dans ces conditions, le gouvernement ne nous laisse d'autre choix que d'amplifier la mobilisation en généralisant la grève afin d'établir le rapport de force suffisant pour faire céder Macron et Philippe.

MANIFESTATION JEUDI 16 JANVIER 2020

RV: 10 HEURES GARE D'ANGOULEME